COMMISSION ACTION SOCIALE
COMPTE-RENDU DU 05 NOVEMBRE 2019

SUJET :
Revoir les stéréotypes communautaires pour mieux vivre ensemble

OBJECTIFS :
Les objectifs de cette séance de commission sont de donner aux collectivités territoriales les outils de compréhension pour revoir et s'emparer de ce sujet sociétal. Il est également prévu de faire un tour d'horizon et des retours d'expérience sur le travail des associations ou structures qui déconstruisent les stéréotypes communautaires.

CONTEXTE/ACTUALITE :
En 1922, les stéréotypes ont été décrits par Walter LIPPMANN pour faire référence à des « *images figées présentes « dans nos têtes »,* [une] *sorte de moules ou de clichés qui nous conduiraient à percevoir la réalité au travers d'un filtre*[1] ».

La première étude qui attestera de l'existence des stéréotypes sera celle réalisée par les auteurs Katz et Braly en 1933. Elle montre qu'il existe bel et bien des traits typiquement associés à chacune des communautés. Cette étude a permis d'apporter des explications psychologiques à la discrimination raciale.

D'après la sociologue Edith Sales-Wuillemin, lorsque l'on parle de stéréotypes cela renvoie à certaines caractéristiques :

1. Ils sont directement reliés au préjugé et ils sont plus particulièrement porteurs de la dimension **cognitive** de l'attitude ;
2. Ils supposent une source et une **cible** ;
3. Ils sont **arbitraires**, cela veut dire qu'ils sont attribués aux individus, parce qu'ils font partie d'un groupe social ;
4. Ils sont **consensuels** cela veut dire qu'ils sont partagés par un grand nombre d'individus ;
5. Ils peuvent **viser le groupe** lui-même, mais également les autres groupes sociaux ;
6. Ils réduisent le groupe visé à une série de traits sans prendre en compte les **disparités** existant à l'intérieur du groupe. En ce sens ils résultent d'un biais d'assimilation ;
7. Ils sont **opérants**. Ils permettent, en quelques traits, de dresser un portrait opérationnel du groupe cible et sont donc supposés permettre aux sujets de savoir quelle conduite tenir face à la cible.

[1]. **Source** : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00596051/file/SALES-WUILLEMIN_EDITH_La_catA_gorisation_et_les_SS_en_PS_DUNOD_2006.pdf

COMMISSION ACTION SOCIALE
COMPTE-RENDU DU 05 NOVEMBRE 2019

Aujourd'hui, les quartiers prioritaires de la ville sont souvent vus comme étant des lieux de radicalité, de violence ou de délinquance et où les jeunes en sont les acteurs plutôt que victimes de discrimination.

LES INTERVENANTS :

Marie HOUDELETTE, Déléguée nationale à la pédagogie de *Coexister*
En 2015, Marie rejoint l'équipe salariée de Coexister en tant que déléguée à la sensibilisation où elle mobilise, accompagne et forme les animateurs et animatrices des ateliers en milieu scolaire. Depuis 2018, elle est en charge du Parcours et de la production pédagogique pour suivre et valoriser la transformation personnelle des bénévoles au sein de Coexister.

Houssame BENTABET, Docteur EHESS, Sociologue et Islamologue et consultant "Faits religieux & Laïcité" à *Convivencia Conseil*
Sociologue et islamologue de formation. Il est docteur de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (PSL, EHESS). Depuis 2018, il est consultant-formateur « Fait religieux et Laïcité » Chez *Convivencia Conseil*, entreprise sociale du mouvement Coexister.

POINTS PRINCIPAUX DES INTERVENTIONS ET DES ECHANGES :

Au cours de leur présentation devant la commission Action sociale, les membres de *Coexister* sont revenus sur leur méthode de travail et leur lieu d'intervention.

- Le mouvement *Coexister* mène des **opérations de solidarité**, en créant du lien entre les individus, puis par des actions de **sensibilisation auprès des jeunes** dans des collèges ou entreprises (grâce aux services civiques) en rappelant ce qu'est la laïcité et que les jeunes peuvent avoir un impact sur la société.
- En fonction des **réalités territoriales**, il n'y a pas les mêmes enjeux. En Ile-de-France, l'association souhaite faire prendre conscience aux jeunes que leur différence est une ressource et non pas une conséquence.
- Au sein des **entreprises**, la différence est un fait mais il faut créer une forme de cohésion pour que le salarié et l'entreprise puissent réaliser des actions communes grâce à leur différence. Dans la formation aux entreprises, il y a un conseil à long terme (élaboration d'un guide, d'une charte, etc.).
- Pour déconstruire les stéréotypes, *Coexister* mène **quatre actions phares** :
  1. **Renforcer l'épanouissement individuel, social et professionnel** des jeunes en leur apprenant à porter un regard positif sur la différence ;

2. **Développer l'esprit critique des jeunes** afin de prévenir et lutter contre les discriminations, le harcèlement et les discours de haine notamment grâce à l'organisation 500 ateliers de déconstructions des préjugés et des campagnes sur les réseaux sociaux ;

3. **Encourager l'engagement civique des jeunes** en invitant chaque jeune à mettre sa différence au service de l'intérêt général dans le cadre des opérations de solidarité ;
4. **Favoriser la mixité sociale** via l'organisation de 7 événements régionaux et nationaux rassemblant des jeunes conscients et fiers de leurs différences sociales, territoriales, de formations, d'origines, de sexe, de convictions, ...

Pour ce faire, ils organisent des **actions sous forme de jeux** où les jeunes doivent remplir un tableau contenant dans les colonnes trois religions (islam, christianisme et judaïsme) et l'athéisme. Puis les animateurs vont leur demander d'entourer la religion dont ils se sentent le plus proche et écrire la première chose qui leur vient à l'esprit quand ils entendent parler des autres religions. Ensuite les animateurs reviennent sur leur écrit et leur expliquent en quoi leurs réponses peuvent être des stéréotypes.

CONCLUSIONS DU DEBAT ET POSITION DES ELUS :

Les élus et le référent de la commission Action sociale, Paul JOLY, ont conclu la séance sur le fait qu'il fallait aller au plus près des jeunes pour les aider à trouver leur voie ; que les associations devaient davantage se coordonner et se saisir plus de ce sujet ; et associer plus les missions locales.